

ITALIA LAVORO S.p.A.

LA MOBILITE INTERNATIONALE DU TRAVAIL

AVIS PUBLIC "OUVERT"

POUR LA PROMOTION DE LA MOBILITÉ INTERNATIONALE DU TRAVAIL ET LA QUALIFICATION DE LA MAIN D'OEUVRE À TRAVERS DES STAGES EN ITALIE

(Ex D.Lgs. N.286/1998, Art.27, C.1, lett. f) e D.P.R. N.394/99, Art. 40, Co. 9 Lett.a) E Co.10)

C.U.P. I52F06000070001

Avril 2016

Résumé

Le programme « La mobilité internationale du travail » réalisé par ITALIA LAVORO, Agence technique du Ministère italien du Travail et des Politiques Sociales, vise à contribuer à la qualification de flux migratoires vers l'Italie et également promouvoir des mécanismes efficaces pour le rencontre entre l'offre et la demande aussi que l'expérimentation des solutions innovantes dans la mobilité circulaire des travailleurs.

La crise de l'offre de travail en Italie impose la nécessité d'un réexamen des stratégies d'intervention en les orientant vers la maîtrise et la qualification des flux migratoires pour raison de travail, de sorte qu'ils répondent aux besoins effectifs en Italie, en termes de quantité et de compétences professionnelles.

La qualification de la main-d'œuvre reste, donc, un élément central de la coopération sur les thèmes de la migration pour travail entre l'Italie et les Pays d'origine, en particulier avec ceux qui expriment l'intérêt pour la coopération avec l'Italie dans le domaine de la formation technique et professionnelle pour faciliter l'insertion des jeunes sur le marché du travail locale, ainsi que pour qualifier la main-d'œuvre disponible à la migration économique.

La présence très répandue des entreprises italiennes à l'étranger pourrait être le cadre le plus favorable pour le échange de compétences techniques et professionnelles au sein des systèmes de production plus intéressants pour le marché du travail italien et pour supporter les processus d'innovation et la complémentarité productive.

Les stages de formation et la mobilité circulaire peuvent soutenir le développement du capital humain et la renforcement des compétences techniques et professionnelles nécessaires aux marchés du travail des pays d'origine.

DESTINATAIRES DES STAGES

- A) les ressortissants des sept pays suivants: Albanie, Egypte, Île Maurice, Philippines, Maroc, Moldavie, Tunisie;
- B) les ressortissants des autres Etats n'appartenant pas à l'UE.

Les demandes faites pour les placements des candidats dont au point b) seront admissibles jusqu'à un maximum de 40% (quarante pour cent) du montant total des ressources allouées par le présent avis.

Les destinataires des stages de formation doivent:

- a) être résidant dans les Pays d'origine et certifier un cours de formation à être complété par un stage en Italie, y compris les chômeurs et les inactifs;
- b) entrer en Italie avec un visa d'études (stage) décerné par l'Autorité diplomatique - Consulat italien à l'étranger conformément à les dispositions de la Loi Italienne (art.27, CO.1, lettre. f) du D. Loi no. 286/1998 et art.40 Co.9. lettre a) du D.PR. 394/1999;
- c) être identifiés par les organisations/entreprises avec siège légal et/ou opérant dans les pays d'origine, intéressés par leur qualification professionnelle grâce aux stages en Italie, en vue de leur inclusion/réemploi dans le pays d'origine ou à la poursuite des programmes d'études ou de formation.

OBJECTIFS

- contribuer à la qualification des flux d'entrée pour travail en Italie ;
- promouvoir la migration circulaire et la qualification professionnelle comme moyens de développement économique et social du lieu d'origine;

renforcer le rôle des organisations représentatives et des entreprises, comme des acteurs centraux du processus de définition des besoins du marché du travail en terme de formation et placement.

CONTRIBUTIONS

Le dispositif de remboursement, jusqu'à un maximum de 6.000,00€ pour chaque stage, s'articule de la manière suivante:

- remboursement de l'indemnité mensuelle attribuée au stagiaire, d'un montant maximum de 500,00€ pour un total de 3.000,00€ pour chaque stage;
- remboursement d'un montant maximum de 3.000,00€ pour chaque stage, pour la réalisation des services de tutorat et du suivi des stagiaires (accueil, connaissances linguistiques, lexique spécifique du secteur, évaluation des compétences acquises).

La durée des stages est comprise entre trois mois minimum et six mois maximum et expirera obligatoirement le **31 Décembre 2016**.

Pour obtenir la reconnaissance des contributions, le stagiaire doit obligatoirement démontrer

- **le retour à son pays de provenance**

ou

- **la demande de permis de séjour en Italie pour des motifs de travail.**

BENEFICIAIRES

Les promoteurs et les sujets chargés de l'hospitalité, habilités à l'activation et à la réception des stagiaires, selon les Règlements Régionaux, qui donnent exécution aux « Lignes directrices nationales sur les stages.

Les bénéficiaires:

- élaborent et proposent le projet de formation;
- paient l'indemnité mensuelle;
- garantissent les services d'accueil à l'arrivée des stagiaires, pour faciliter leur intégration en tant que citoyens étrangers;
- assurent le gîte et le couvert aux stagiaires;
- prévoient une assurance contre les accidents de travail et une responsabilité civile
- paient les frais de voyage de retour du stagiaire dans son pays de provenance.

ROLE DE L'ORGANISATION/ENTREPRISE DANS LE PAYS D'ORIGINE

Condition obligatoire pour la présentation de la demande, c'est l'adhésion au stage individuelle par une organisation/entreprise italienne ou étrangère avec siège légal et/ou opérant dans le pays d'origine du destinataire¹. Ce sujet étranger doit indiquer le candidat de la formation et formaliser son intérêt avec une déclaration d'adhésion dans laquelle on déclare les raisons de sa participation et les objectifs à poursuivre.

Pour l'adhésion, l'organisation/entreprise doit témoigner :

- d'être pas en état de faillite, de liquidation ou de situations équivalentes;
- d'être constitué par au moins un an;
- l'existence d'au moins une des conditions suivantes:
 - 1) être une organisation reconnue par les Institutions locales;
 - 2) association à une Chambre de commerce italienne ou mixte;
 - 3) association à une organisation de secteur productif ou d'une autre organisation entrepreneuriale, reconnue officiellement par les institutions locales;
 - 4) disponibilité de références émis par les Institutions de son propre pays ou par les Représentants diplomatiques ou Consulaires italiens.

Les demandes d'admission à la contribution doivent être:

- Soumises **au plus tard le 31 Août 2016**;
- Liées à des projets de formation déjà approuvés par la Région concernée ou Province autonome;
- Accompagnées des documents, délivrés par les Autorités diplomatiques ou consulaires italiennes, attestant la demande de visa d'entrée en Italie par le bénéficiaire du stage.

Pour toutes conditions de participation, méthodes de présentation et modèles connexes, s'il vous plaît se référer au texte complet de l'Avis, disponible sur le site **www.italialavoro.it**, section 'Avis'.

Pour avoir plus d'informations, contacter: infomobilita@italialavoro.it

¹ À titre d'exemple, les catégories des Organisations qui pourraient répondre à l'avis sont indiquées ci-dessous: Organisations de secteur, d'employeurs, syndicats, aussi de niveau territorial; Chambres de Commerce, Ministères et Autorités locales; Agences techniques publiques, Universités et/ou ses consortiums, Instituts de recherche, Etablissements d'enseignement publics et privés, écoles, Organisations non gouvernementales et consortiums et/ou Associations de promotion du développement.